



**DECISION N° 009/19/ARMP/CRD/DEF DU 16 JANVIER 2019
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA SAISINE DE LA COMMUNE DE MERINA DAKHAR,
PORTANT SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION POUR L'IMMATRICULATION DE
LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX A COMPETITION OUVERTE
(DRPCO), SUITE A L'AVIS DEFAVORABLE DU SERVICE REGIONAL DES MARCHES
PUBLICS POLE DE THIES (SRMPPT)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifié par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret n° 2017-527 du 11 avril 2017 portant nomination des membres du Conseil de Régulation (CR) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret n° 2018-802 du 30 avril 2018 ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°04/17 du 20 avril 2017 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU la demande de la Commune de Mérina Dakhar reçue le 14 janvier 2019 à l'ARMP ;

Madame Takia Nafissatou Fall CARVALHO, Directrice de la Réglementation et des Affaires juridiques entendue en son rapport ;

En présence de monsieur Oumar SAKHO, Président ; de messieurs Ibrahima SAMBE, Alioune Badara FALL et Abdourahmane NDOYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par courrier reçu et enregistré à l'ARMP le 14 janvier 2019 sous le numéro 0243, la Commune de Mérina Dakhar a saisi le comité de Règlement des Différends pour solliciter l'autorisation de faire immatriculer une DRPCO relative à la construction d'un poste de santé dans le village de Tiéckère, suite au refus du Service régional des Marchés publics Pôle de Thiès (SRMPPT).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant que le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP, en son article 22, donne compétence à la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de statuer sur les saisines relatives aux litiges qui opposent les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics et délégations de service public ;

Considérant que la saisine de la Commune de Mérina Dakhar, agissant en sa qualité d'autorité contractante, est consécutive au refus du Service régional des Marchés publics, Pôle de Thiès (SRMPPT), d'immatriculer la Demande de Renseignements et de Prix à Compétition ouverte relative à la construction d'un poste de santé dans le village de Tiéckère ;

Considérant que le Code des Marchés publics ne prévoit pas, en pareil cas, de délai de saisine ;

Qu'il y a lieu de déclarer la saisine recevable.

LES FAITS

La Commune de Mérina Dakhar a obtenu des fonds du Programme National de Développement Local (PNDL), en sus de ressources propres, afin de réaliser les travaux de construction d'un poste de santé dans le village de Tiéckère.

A cet effet, elle a publié un avis par voie d'affichage et quatre (04) entreprises ont soumissionné.

Après évaluation des offres et attribution de la DRPCO, le contrat a été transmis, pour immatriculation, au Service régional des Marchés publics, Pôle de Thiès (SRMPPT), par courrier n° 01/AMD/CMD2019 du 04 janvier 2019. En retour, ce dernier a notifié, à l'autorité contractante, par correspondance n° 010/MEFP/DCMP/SRMPPT/Ckg du 08 janvier 2019, son refus d'immatriculer le contrat qui lui a été soumis, en invoquant le défaut d'inscription du marché dans le Plan de Passation des Marchés de 2018.

LES MOYENS DEVELOPPES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

Le maire de la Commune de Mérina Dakhar informe avoir lancé une Demande de Renseignements et de Prix à Compétition Ouverte (DRPCO) pour la construction d'un poste de santé dans le village de Tiéckère et que le financement provient en partie d'une convention avec le Programme national de Développement local (PNDL), en sus de ressources propres.

Il fait observer qu'après le bouclage de la procédure, le dossier a été transmis au Service régional des Marchés publics, Pôle de Thiès (SRMPPT) pour immatriculation, et que ce dernier a émis un avis défavorable en raison du défaut d'inscription du marché dans le Plan de Passation des Marchés (PPM) de 2018.

Il explique s'être rendu compte que le PPM n'a pas été révisé pour intégrer la DRPCO en objet, malgré des orientations claires données à ses services, que son intention n'a nullement été de violer un quelconque principe de passation des marchés et que la situation est la résultante d'une erreur.

Il a aussi précisé que le principe de concurrence a été respecté dans la mesure où quatre entreprises ont soumis des offres suite au lancement de la DRPCO.

Le maire de la commune de Mérina Dakhar a souligné que le défaut d'immatriculation du marché et la reprise de la procédure causerait un important préjudice aux populations dans la mesure où la collectivité territoriale compte cent quinze (115) villages avec un déficit criard de couverture sanitaire et que le poste de santé de Tiéckère, objet du marché, va polariser plus de vingt (20) villages pour plus de quinze mille (15 000) habitants.

En conclusion, le maire a reconnu l'existence du manquement relatif à la non-inscription du marché dans le PPM tout en relevant l'importance sociale du projet pour les populations locales, raison pour laquelle il sollicite du CRD l'autorisation de faire immatriculer le contrat.

LES MOTIFS DE REJET DU SRMPPT

Le SRMPPT a relevé que le marché, tel que libellé ne figure pas dans le plan de passation des marchés (PPM) 2018 de la commune de Mérina Dakar et que cela est contraire aux dispositions du Code des Marchés publics qui prévoit la nullité dans de tels cas.

Par conséquent, le Service régional des Marchés publics Pôle de Thiès (SRMPPT) a déclaré ne pouvoir donner suite à la requête de la commune de Mérina Dakhar.

OBJET DU LITIGE

Il ressort de la saisine et des moyens qui la sous-tendent que le litige porte sur le refus du Service Régional des Marchés Publics Pôle de Thiès (SRMPPT) d'immatriculer la DRPCO susvisée pour défaut d'inscription dans le PPM de l'autorité contractante.

EXAMEN DU LITIGE

Considérant que l'article 6 du Code des Marchés publics dispose que lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés de services par catégorie de services et des marchés de travaux, qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés, suivant un modèle type fixé par l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ;

Qu'à l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité ;

Que toutefois, il ressort des dispositions de l'article 24 nouveau du Code des obligations de l'Administration que ladite nullité n'est prononcée qu'en cas de requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure ;

Considérant qu'il ressort de l'article 79 du Code des Marchés publics que « les marchés passés par les communes dont le budget ne dépasse pas un seuil fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances peuvent faire l'objet de procédures allégées, comportant en particulier des formalités de publicité et des cahiers des charges adaptés » ;

Que l'article 3 de l'arrêté n° 00863 du 22 janvier 2015, pris en application de l'article 79 du Code des Marchés publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par certaines communes dispose que « les autorités contractantes peuvent, conformément aux dispositions du Code des Marchés publics, procéder à la publication des avis, soit dans un journal quotidien, soit sur le portail des marchés publics du Sénégal, ou par voie radiophonique ou par affichage au niveau des gouvernances, des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture et de tout autre lieu public situé sur le territoire de la collectivité locale concernée » ;

Considérant que l'examen du dossier, par la Direction centrale des Marchés publics, fait apparaître que la Demande de Renseignements et de Prix à Compétition ouverte lancée par la Commune de Mérina Dakhar n'est pas inscrite dans le Plan de Passation des marchés (PPM) validé au titre de la gestion 2018 de ladite structure ;

Qu'ainsi, la DCMP a émis un avis défavorable sur la requête de l'autorité contractante de faire immatriculer le contrat ;

Que dès lors, il y a lieu de souligner que la décision de l'organe chargé du contrôle a priori est fondée ;

Considérant, toutefois, qu'en dépit du défaut d'inscription de la DRPCO dans le PPM, celle-ci a fait l'objet d'une publication par voie d'affichage au niveau de la collectivité territoriale, ce qui a permis d'assurer une publicité adéquate et de susciter une concurrence réelle ;

Que l'instruction du dossier soumis n'a fait ressortir aucun grief émanant des potentiels candidats et soumissionnaires, durant les différentes étapes de la procédure ;

Considérant, par ailleurs, que l'annulation et la reprise de la procédure, déroulée jusqu'au stade de l'immatriculation, ne militent pas en faveur de l'efficacité et de l'économie recherchée dans la passation des marchés publics et n'auraient pour effet que de différer la réalisation de l'infrastructure sanitaire au bénéfice des populations locales ;

Qu'en considération de ce qui précède, il y a lieu d'autoriser l'immatriculation de la DRPCO ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que la Commune de Mérina Dakhar a lancé une Demande de Renseignements et de Prix à con DRPCO pour la construction d'un poste de santé dans le village de Tieckère ;
- 2) Constate que la DRPCO n'a pas été inscrite dans le Plan de Passation des Marchés de l'autorité contractante;
- 3) Constate que le SRMPPT a refusé d'immatriculer le marché ;

- 4) Dit que le refus du Service régional des Marchés Publics Pôle de Thiès (SRMPPT) est justifié ;
- 5) Dit, cependant, que l'annulation de la procédure qui a été menée jusqu'à la phase d'immatriculation et sa reprise ne militent pas en faveur de l'efficacité et de l'économie recherchée dans la passation des marchés publics et n'auraient pour effet que de différer la réalisation de l'infrastructure sanitaire au bénéfice des populations locales ;
- 6) Autorise en conséquence l'immatriculation de la DRPCO lancée par la Commune de Mérina Dakhar pour la construction du poste de santé du village de Tieckère ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à la Commune de Mérina Dakhar et au Service régional des Marchés Publics Pôle de Thiès (SRMPPT), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président



Oumar SAKHO

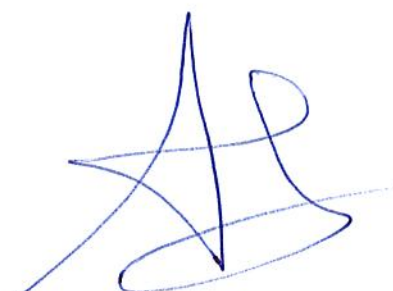
Les membres du CRD



Ibrahima SAMBE



Alioune Badara FALL



Abdourahmane NDOYE

**Le Directeur Général
Rapporteur**

Saër NIANG



Le Directeur Général
Rapporteur